

Mercredi (soir) 18 mars 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques**47 2015.RRGR.57 Motion 010-2015 Burren (Lanzenhäusern, UDC)
Economie forestière et énergie éolienne: simplification de la procédure d'aménagement
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 010-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.01.2015
Déposée par: Burren (Lanzenhäusern, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 22.01.2015
N° d'ACE: 212/2015 du 25 février 2015
Direction: JCE

Economie forestière et énergie éolienne: simplification de la procédure d'aménagement

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier comme suit la procédure d'aménagement concernant les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes selon le plan directeur cantonal :

1. Tous les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes selon le plan directeur cantonal seront maintenus au moins jusqu'en 2020 afin, notamment, qu'il soit possible de procéder aux relevés nécessaires pour prendre une décision.
Aucun territoire potentiellement retenu pour l'implantation d'éoliennes ne pourra être supprimé d'un plan directeur régional ou réduit en surface.
2. La procédure relative au plan d'affectation, au niveau communal, fera office de procédure directrice lors de la prise de décisions obligatoires pour les autorités et les propriétaires à l'intérieur des territoires où des éoliennes pourraient être implantées.
Dans son plan directeur éolien, la région ne doit pas limiter davantage le périmètre des territoires propices à l'implantation d'éoliennes selon le plan directeur cantonal. C'est la procédure relative au plan d'affectation communal qui prévaut dans la prise d'autres décisions (s'appuyant directement sur le plan directeur cantonal).
3. Le rapport du Conseil fédéral relatif au postulat du conseiller aux Etats Robert Cramer, intitulé « Simplification de la construction d'éoliennes en forêt et dans les pâturages boisés », doit être intégralement mise en œuvre dans le canton de Berne aussi. Les éoliennes peuvent en principe être autorisées en forêt pour autant que le défrichement ait été autorisé. La forêt ne fera plus partie des zones d'exclusion du plan directeur cantonal.

Développement :

La nouvelle stratégie énergétique 2050 prévoit une augmentation considérable de la production d'électricité issue de sources d'énergies renouvelables. Il faut s'attendre à un boom des constructions de nouvelles installations dans tous les domaines. Cela s'applique également à l'énergie éolienne qui a jusque-là joué un rôle plutôt accessoire par rapport aux autres énergies renouvelables. L'énergie éolienne dispose cependant d'un important potentiel de croissance en Suisse aussi.

Ces 20 prochaines années, on espère multiplier la production d'énergie éolienne suisse par 20. La Suisse dispose en effet de sites adaptés et donc d'un bon potentiel de croissance de sa production d'énergie éolienne.

Différentes régions suisses présentent un potentiel considérable. Les zones offrant les meilleures conditions de vent se trouvent dans l'Arc jurassien ainsi que dans les Alpes et les Préalpes. L'Office fédéral de l'énergie évalue le potentiel économique de l'énergie éolienne en Suisse à 12 000 GWh par an. Si l'implantation d'éoliennes est prohibée par la Confédération dans les

zones de protection, ce potentiel baisse à 5 300 GWh par an. Si l'implantation d'éoliennes est également prohibée en forêt, le potentiel d'énergie éolienne n'est plus que de 3 400 GWh par an. On parle actuellement de faire de la forêt un critère d'exclusion dit flexible dans les plans directeurs éoliens des régions, alors que dans le rapport relatif au postulat Cramer, le Conseil fédéral affirme que les parcs éoliens peuvent être autorisés en forêt pour autant qu'une autorisation de défrichement ait été délivrée.

Le plan directeur éolien de la conférence régionale de Berne-Mittelland prévoit en outre de supprimer ou de réduire le périmètre des territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes avant même qu'une campagne de mesure du vent n'ait pu fournir des éléments de décision.

C'est pourquoi les autres décisions ayant force obligatoire pour les autorités et les propriétaires doivent être prises directement durant la procédure relative au plan d'affectation communal. Cela permettra de simplifier et d'accélérer les procédures d'aménagement à l'intérieur des territoires potentiels déjà identifiés.

La forêt doit être purement et simplement supprimée des critères d'exclusion flexibles énoncés par le Conseil fédéral (postulat Cramer). Pour l'économie forestière, l'énergie éolienne est porteuse d'avenir. Elle lui offre en outre la possibilité de contribuer concrètement à la réalisation des objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Les installations éoliennes ont des répercussions importantes sur le territoire et l'environnement, et ce dans un vaste périmètre. C'est pourquoi le plan directeur cantonal prévoit que la coordination spatiale ait lieu de manière progressive et en étroite collaboration entre le canton, les régions et les communes. Le canton a effectué une première sélection et délimité sommairement les périmètres qui, de son point de vue, seraient adaptés pour l'implantation de grands parcs éoliens (territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes). Les régions sont chargées, d'ici à 2018, d'étudier ces territoires potentiels de manière plus approfondie et de délimiter de façon plus précise les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes dans leurs plans directeurs. Enfin, les communes fixent de manière contraignante pour les propriétaires fonciers les emplacements des différentes installations dans le cadre d'une procédure communale relative au plan d'affectation.

Le Conseil-exécutif est convaincu qu'avec une telle démarche progressive il sera plus aisé de trouver les territoires les mieux adaptés à l'implantation d'éoliennes et de faire accepter au mieux les projets en vue de leur mise en œuvre.

Concernant les propositions concrètes présentées dans la motion, le Conseil-exécutif est de l'avis suivant:

1. Les régions n'ont pas pour tâche de supprimer les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, et ne sont pas compétentes pour le faire puisque ces territoires font partie intégrante du plan directeur cantonal. En revanche, elles ont pour mission d'étudier en détail ces territoires délimités sommairement par le canton et d'en garantir la coordination avec les autres affectations et intérêts dignes de protection. Si, sur la base de cet examen, les territoires délimités se révèlent appropriés, ils sont inscrits dans les plans directeurs régionaux en tant que périmètres propices à l'implantation d'éoliennes. Ceux-ci sont ensuite repris dans le plan directeur cantonal. Si toutefois, sur la base de l'examen réalisé, une région estime qu'un territoire potentiel pour l'implantation d'éoliennes n'est pas adapté, elle peut renoncer à le désigner comme périmètre propice à l'implantation d'éoliennes. Elle a ainsi rempli le mandat qui lui avait été confié et le territoire concerné peut être supprimé du plan directeur cantonal lors de la révision suivante.

Conformément à la motion Krähenbühl (M 149 2014), le Conseil-exécutif examinera et adaptera le plan directeur cantonal selon les indications relatives à l'énergie éolienne. Ce faisant, il pourra

aussi vérifier si le maintien de certains territoires qui ont déjà été examinés par les régions est opportun du point de vue du canton. En ce sens, le Conseil-exécutif est prêt à proposer l'adoption de ce point de la motion sous forme de postulat.

2. Le Conseil-exécutif ne peut admettre la proposition formulée par le motionnaire. Les régions accomplissent, avec leur planification, une tâche indispensable. En premier lieu, elles contribuent à faire un tri parmi les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, qui sont volontairement délimités assez sommairement. Les communes et les promoteurs peuvent ainsi se concentrer sur les périmètres où un parc éolien a de bonnes chances de voir le jour. Les régions jouent en outre un rôle important puisqu'elles posent la question du développement de l'énergie éolienne au niveau régional, ce qui permet de coordonner certains aspects au-delà des limites communales. De par ces deux fonctions, elles contribuent de manière déterminante à préparer le terrain pour les plans d'affectation communaux et à augmenter la sécurité des plans. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose de rejeter ce point de la motion.

3. Le Conseil-exécutif estime lui aussi que la décision du Conseil fédéral concernant le postulat Cramer doit être mise en œuvre également dans le canton de Berne. Selon le rapport du Conseil fédéral du 10 octobre 2012 relatif au postulat du conseiller aux Etats Robert Cramer, des éoliennes peuvent en principe être implantées à des endroits adéquats dans des forêts et des pâturages boisés pour autant que les conditions d'octroi d'une autorisation de défrichement soient remplies. Dans le cadre de la démonstration du besoin, il convient de procéder à une pesée des intérêts et de vérifier si l'implantation est imposée par la destination, si les conditions en matière d'aménagement du territoire sont remplies et si l'installation présente un risque pour l'environnement, en tenant compte des aspects de la protection de la nature, du paysage et du patrimoine. Il est difficile de satisfaire à toutes ces exigences. L'aide à l'exécution «Défrichements et compensation du défrichement» de l'OFEV (édition 2014), qui a été adaptée selon le rapport du Conseil fédéral, précise explicitement: «Si, sur la base d'un examen global, il existe des emplacements alternatifs équivalents ou meilleurs en dehors des forêts et des pâturages boisés, il faut leur donner la préférence». Le canton, dans sa pratique actuelle, respecte ces directives.

Dans le projet de plan directeur éolien de la conférence régionale de Berne – Mittelland, qui a été soumis à la procédure de participation, les différents aspects juridiques relatifs à la forêt sont présentés de manière détaillée, en conformité avec la pratique de la Confédération et du canton. Le projet précise notamment que des parcs éoliens ne peuvent pas être installés complètement en forêt, mais que certaines installations qui en font partie (turbine, conduite, voie d'accès) peuvent se trouver en forêt (en bref, il s'agit de «critères d'exclusion flexibles»). La question de la forêt est ainsi prise en considération de manière appropriée et à un niveau adéquat dans la planification régionale. Il n'y a pas d'écart par rapport à la législation sur la forêt actuellement en vigueur ni avec la pratique du canton. C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose de rejeter ce point de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption sous forme de postulat

Point 2: rejet

Point 3: rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 47, motion de M. Burren, Economie forestière et énergie éolienne: simplification de la procédure d'aménagement. Nous avons ici affaire à une motion ayant valeur de directive, c'est pourquoi le Bureau vous propose un débat réduit. M. Burren a déposé une motion d'ordre, il demande un débat libre. Nous pouvons passer tout de suite au vote. Je le rappelle, M. Burren a demandé le débat libre au lieu du débat réduit. Est-ce que l'on peut passer au vote? – Je n'ai pas de réaction, donc nous votons. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre, c'est-à-dire un débat libre pour cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre Burren, UDC: débat libre)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 125

Non 9

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre, donc nous sommes en débat libre. M. Burren a la parole. Je vous prie de vous annoncer et d'avancer. Je prie les groupes de s'annoncer s'il vous plaît. Monsieur, vous avez la parole.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Danke für Ihre Unterstützung. Ich werde trotz freier Debatte nicht länger sprechen. Die Richtlinienmotion habe ich eingereicht, als ein Energieunternehmer angefragt hat, ob es möglich wäre, im Gebiet der Gemeinde Guggisberg einen Windpark zu errichten. Die Waldbesitzer, zwei Burgergemeinden, haben Interesse gezeigt und gemerkt, dass dies für sie ein neues Standbein sein könnte, weil eine Burgergemeinde heute einzig vom Holzgewerbe kaum mehr bestehen kann. Die Burgergemeinden haben diese Standorte bei der Regionalkonferenz Bern-Mittelland eingereicht. Leider sind sie von den zuständigen Personen im Richtplan Windenergie, ohne Rücksprache mit den Antragstellenden, gestrichen worden. Das hat uns dazu bewogen, Punkt 2 dieser Motion einzureichen. Wir sind uns aber bewusst, dass es keinen Sinn macht, wenn jede Gemeinde ein eigenes Projekt gestaltet und ziehen darum Punkt 2 der Motion zurück. Ich hoffe aber, dass Sie Punkt 1 als Motion überweisen können, damit die Standorte noch bis 2020 bestehen bleiben und die Wirtschaftlichkeit geprüft werden kann.

Es gibt vorgesehene Standorte, wo bereits lastwagentaugliche Strassen mitten in das Gebiet führen und Stromleitungen durchgehen. Das eine Gebiet liegt sogar auf dem Hügelzug des Schwybergs, im freiburgischen Schwarzsee, den Windmessungen als geeignet taxieren. Es macht doch Sinn, wenn man prüft, ob in diesen Gebieten ein Windpark sinnvoll ist.

Mit Punkt 3 verlangen wir, dass das Postulat von Ständerat Cramer, «Erleichterung des Baus von Windparkanlagen in Wäldern und Waldweideflächen», auch im Kanton Bern umgesetzt wird. Das will ja eigentlich auch der Regierungsrat, wie er zu Beginn des Antwortschreibens sagt. Ich staune dann, dass er am Schluss Punkt 3 ablehnen will. Ich hoffe, dass Sie die Punkte 1 und 3 als Motion unterstützen können. Weil es eine Richtlinienmotion ist, hat der Regierungsrat bei der Umsetzung grossen Spielraum. Man kann eigentlich hier auch sagen, es spielt fast keine Rolle, ob es eine Motion oder ein Postulat ist. Ich halte vorläufig an der Motion fest und höre mir die Diskussion an. Danach entscheide ich mich. Ich könnte nun noch ein bisschen provokativ werden und sagen, alle diejenigen, die damals der Energiewende zugestimmt haben, sollten doch auch hier diesen beiden Punkten zustimmen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

La présidente. Donc, nous discutons seulement les points 1 et 3, et en tant que motion. M. Trüssel pour le pvl, vous avez la parole.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich hoffe, Sie hören mir doch noch zu und schenken uns doch noch ein wenig Glaubwürdigkeit in Bezug auf Energiefragen. Uns ist völlig klar, dass wir bei der Umsetzung der Energiestrategie, bei vielen Technologien eine Interessenabwägung machen müssen. Es gibt in Gottes Namen bei uns keine Wüste, wo auf grossen Flächen kein Mensch und kein Vogel lebt. Wir werden uns also von Fall zu Fall in Kompromissen einigen müssen. Es geht aber auch nicht, dass wir ohne Rücksicht auf die Umwelt jedes Bächlein stauen, nur weil wir noch ein paar Franken dabei verdienen können.

Ich nehme es vorweg: Die Grünliberalen werden Punkt 1 auch als Motion unterstützen. Windenergieprojekte werden so oder so nur dort realisiert, wo es genügend Wind gibt, wo die Erschliessung des Standorts gegeben ist und wo wir Einspeisemöglichkeiten ins Übertragungsnetz vorfinden. Es macht also absolut keinen Sinn, die vielen möglichen und unmöglichen Ausschlusskriterien bereits im Vorfeld zu formulieren. Der Markt wird ausschliesslich wirtschaftliche Projekte weiter verfolgen. Wenn man wirtschaftliche Standorte und Investoren gefunden hat, lassen sich mit der geltenden Gesetzgebung gewiss gute und vernünftige Lösungen entwickeln, die allem Rechnung tragen.

Zu Punkt 3: Wie bereits bei Punkt 1 gesagt, sind wir genau derselben Meinung wie die Motionäre. Wir werden ihn deshalb auch als Motion unterstützen. Selbstverständlich dürfen wir nicht einfach in Gebieten blind bauen gehen, die einen unmittelbaren Einfluss auf uns alle haben. Wir haben aber genügend gesetzliche Grundlagen. Potenzielle Investoren sind wohl in der Lage, diese entsprechend zu studieren, zu würdigen und sinnvolle, gesetzesgetreue Projekte zur Umsetzung zu empfehlen. Ich hoffe, Sie können diesem Antrag Punkt 1 und 3 zustimmen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motion will die Vereinfachung des Planungsverfahrens für Windenergieanlagen in Windenergieprüfräumen und will auch erleichtern, dass Windenergieanlagen im Wald gebaut werden können. Zu Punkt 1: Der Motionär will grundsätzlich, dass die Windenergieprüfräume bis 2020 offen bleiben. Das akzeptieren wir auch. Das ist sehr wichtig, denn nur so können Windmessungen seriös durchgeführt werden, und es kann wirtschaftlich eben gut abgeklärt werden, ob sich ein bestimmtes Projekt überhaupt lohnt oder nicht. Allerdings wird nur eine Minderheit die Motion unterstützen. Dem Vorschlag des Regierungsrats, Wandlung in ein Postulat, stimmt die BDP-Fraktion einstimmig zu.

Punkt 3 behandelt das Postulat Ständerat Cramers betreffend Windenergieanlagen im Wald. Dort verlangt der Motionär, dass dies Eins zu Eins umgesetzt wird. Bisher hat allerdings nur der Bundesrat gesagt, er möchte dieses Postulat annehmen. Wie das genau ausgeht, ist also noch offen. Darum lehnt eine kleine Mehrheit der Fraktion die Motion in diesem Punkt ab. Eine Minderheit könnte zustimmen.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die Grünen haben grosse Sympathie für diesen Vorstoss. Unsere Sympathie geht so weit, dass wir diesen Vorstoss in beiden Punkten unterstützen. Am Jahresanfang wurde der regionale Richtplan Windenergie Bern-Mittelland zur Stellungnahme aufgelegt. Wir haben uns in diesem Rahmen intensiver mit dem Thema in unserer Region befasst. Dieser Richtplan wurde sorgfältig erarbeitet, grundsätzlich geeignete Standorte wurden gewählt und auch Natur- und Landschaftsschutz berücksichtigt. Wir erhielten aber auch den Eindruck, dass man eigentlich eher windstärkere Standorte untersuchen müsste. Und hier kommt nun die Forderung von Res Burren. Wir haben trotzdem Kritik geübt. Erstens haben wir eben das Gefühl, dass man sich auf windstärkere Standorte mit mindestens 5 Metern pro Sekunde konzentrieren soll. Da haben wir den Eindruck erhalten, dass man auch Anlagen im Wald prüfen müsste und solche eben nicht grundsätzlich ausschliessen soll, wie es der Kanton bisher gemacht hat. Für uns ist das nicht ganz dringend. Es gibt durchaus landschaftliche, ökologische und auch raumplanerische Gründe für den Bau von Windanlagen im Wald. Zum Beispiel kann man im Wald gewisse Probleme umgehen. Die Windanlagen sind häufig weniger sichtbar, und der Lärm ist ganz klar ein viel kleineres Problem. Gerade in unserer Region Bern-Mittelland haben wir eben häufig Kuppen und Grate, wo die Windgeschwindigkeiten 5 Meter pro Sekunde erreichen. Aber genau diese sind meist bewaldet. Somit sind die für die Windnutzung interessantesten Gebiete bei der kantonalen Festlegung eben keine Windprüfräume geworden. Man hat sie ausgeschlossen. Darum haben wir den Eindruck, wir sollten es so machen. Wenn ich den Friesenberg betrachte: Er ist bewaldet und hat genügend Wind, wenn man seine Krete nutzen würde.

Ich komme zu meinem Fazit: Die grüne Fraktion unterstützt den Motionär in beiden Punkten. Ein Teil unserer Fraktion unterstützt Punkt 1 als Motion, als Postulat könnte ihm sicher die ganze Fraktion zustimmen. Dieser Punkt betrifft Windenergieprüfräume, die bis 2020 offen gehalten werden sollen. Punkt 3, wonach Windanlagen im Wald grundsätzlich überprüft und nicht ausgeschlossen werden sollen, wird von der ganzen Fraktion als Motion unterstützt.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Grundsätzlich unterstützt natürlich auch die FDP die Windenergie. Wir sind überzeugt, dass sie auch einen Beitrag dazu leisten kann, erneuerbare Energie sinnvoll einzusetzen. Andererseits sind wir aber der Meinung, dass wir auch dem Landschaftsschutz einen entsprechenden Stellenwert geben und Sorge tragen sollen. Unseres Erachtens brauchen wir auch eine überkommunale Abstimmung, gerade wenn wir grössere Windparks machen wollen. Darum sind wir sehr froh, dass Punkt 2 zurückgezogen wurde.

Wir sind der Meinung, dass man diese Verlängerung gewähren kann. Man soll diese Abklärungen und Messungen bis ins Jahr 2020 machen können. Darum unterstützt die FDP-Fraktion einstimmig Punkt 1 als Motion. Bei Punkt 3 sind wir etwas anderer Meinung. Die Regierung zeigt in ihrer Antwort auf, dass dort eigentlich die Vorgaben eingehalten werden und keine Differenzen zur nationalen Ebene bestehen. Zudem sind wir nicht ganz sicher, ob es richtig ist, als Grosser Rat den

Regionen so explizit in ihre Geschäfte hineinzureden. Darum lehnen wir Punkt 3 als Motion ab und auch als Postulat.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Sehr viel wurde bereits gesagt. Auch meine Fraktion unterstützt Windenergieanlagen wo es nur geht. Aus der Planung in meiner Region weiss ich, wie schwerfällig Projektierungsanforderungen an Windenergieanlagen sind. Vieles muss abgeklärt werden, und auch der Landschaftsschutz wird genau studiert. In Eriswil möchten sie möglichst bald mit einem Bau beginnen. Sie müssen warten, weil noch nicht alles richtig abgeklärt und geplant ist. Darum ist es nur richtig, wenn hier in den Regionen vorwärts gemacht wird. Das wird von uns unterstützt, wo es geht. Nun können wir uns darüber unterhalten, ob es eine Richtlinienmotion ist. Was machen wir mit Motion oder Postulat? In unserer Fraktion sagten wir, dass wir ein Postulat unterstützen. Ich meine, mit der Richtlinienmotion spielt es kaum eine Rolle. Aber ich bleibe dabei, wir würden das Postulat grossmehrheitlich unterstützen.

Bei Punkt 3 ist bei uns auch die grosse Mehrheit für ein Postulat. Einige wären für eine Motion und ganz wenige werden sich enthalten. Darum würden wir das Postulat auch hier ganz gerne unterstützen und den Vorstoss von Herrn Cramer auch im Kanton Bern einigermaßen buchstabengetreu umsetzen.

La présidente. Pour l'UDC, M. Bärtschi. Y-a-t-il encore des groupes? – S'il y a encore des groupes, annoncez-vous maintenant. C'est à vous Monsieur.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Ich nehme es vorweg: Die SVP unterstützt die beiden Punkte 1 und 3 als Motion vollumfänglich. Die Windenergie kann dort, wo die Anlage gebaut wird, eine recht grosse Betroffenheit auslösen. Daher bin ich überzeugt, dass man sich nicht allzu früh gegen irgendeinen der Standorte aussprechen soll. Das von Res Burren angesprochene Problem zeigt, dass manchmal einzelne Menschen einen Standort einfach hinauswerfen können, obwohl ein solcher vielleicht zweckdienlich ist. Darum sind wir voll und ganz der Meinung, dass man sich hierbei die Zeit bis im 2020 gibt, damit man wirklich sieht, ob ein Standort geeignet ist oder nicht. Die Windmessungen müssen zuerst sauber abgeschlossen sein, und dann kann man sagen, ob ein Standort geeignet ist oder nicht.

Grosso modo werden die Fragen von unserer Fraktion etwa einheitlich unterstützt. Ich wiederhole mich da nicht mehr auf jedem Gebiet. Einzig zur Frage, ob Motion oder Postulat, sage ich noch etwas. Adrian Wüthrich hat es bereits angetönt: Ob Sie ein Postulat unterstützen oder eine Motion, ist im Endeffekt ein marginaler Unterschied. Natürlich kann man auch sagen, Res Burren hätte wandeln können, weil ein Postulat die gleiche Kraft hätte. Ich wiederhole: Die SVP unterstützt die Motion in den Punkten 1 und 3 vollumfänglich.

La présidente. Pour le PEV, M. Messerli. Y-a-t-il encore des groupes? – Ce n'est pas le cas, donc les intervenants à titre personnel sont priés de s'annoncer. M. Messerli, c'est à vous.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Wir stehen bei der Nutzung von Windenergie in einem klassischen Interessenkonflikt zwischen der Nutzung erneuerbarer Energie und dem Landschafts- und Naturschutz. Hier braucht es gute und vernünftige Lösungen, um möglichst alle Interessen unter einen Hut zu bringen und möglichst nachhaltige Ansätze zu finden. Die EVP-Fraktion ist daher bereit, Punkt 1 der Motion, wonach sämtliche Windenergieprüfräume mindestens bis 2020 grundsätzlich offen bleiben sollen, als Motion zu überweisen. Es macht Sinn, dass für die Wirtschaftlichkeit der potenziellen Standorte mehr Zeit eingeräumt wird.

Zu Punkt 3: Wir erachten es als wenig sinnvoll, das flexible Ausschlusskriterium «Wald» im regionalen Richtplan ersatzlos zu streichen, wie es die Motionäre fordern. So einfach, wie sie es sich vorstellen, ist es nicht. Auch der Entscheid des Bundesrats bezüglich des Berichts zum Postulat Cramer bedeutet nicht, dass jetzt einfach ohne Einschränkungen im Wald gebaut werden kann, wenn die Voraussetzungen zu einer Rodungsbewilligung erfüllt sind. Auch in diesem Fall müssen die Anforderungen des Natur-, Heimat- und Landschaftsschutzes geprüft werden. Hierzu ist auch eine ganzheitliche Betrachtung notwendig, und es sind gleichwertige Alternativstandorte zu prüfen. Die EVP-Fraktion könnte diesen Punkt allenfalls in Form eines Postulats unterstützen. Aus unserer Sicht gibt es auch hier Handlungsspielräume, die bisher noch zu wenig genutzt wurden. Anlagen im Wald können in gewissen Fällen durchaus Sinn machen.

La présidente. Donc, en tant qu'intervenant à titre personnel. M. Graber de l'UDC; c'est à vous.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Windenergie! Ich glaube, kein Vorstoss über Windenergie sollte hier im Grossen Rat über die Bühne, ohne dass ich auch etwas dazu sage. Ich war einer der Ersten, die die Windenergie in den Grossen Rat gebracht haben, und ich erinnere mich noch gut daran, wie Sie mir damals so schön zugestimmt haben. Es freut mich noch heute! Ich muss Ihnen aber eines sagen: Wie vorhin erwähnt wurde, war die Wirtschaftlichkeit der Standorte schon damals ein Hauptkriterium. Die guten Standorte sind oft auf Hügeln, die bewaldet und oft nicht so gut zugänglich sind. Diese zu erschliessen, ist eben auch ein Kriterium. Das müssen wir wissen. Wenn wir dort genügend Wind haben, ist es heute kein grosses Problem, Investoren zu finden. Rita Haudenschild hat es schön gesagt. Man hat die Windprüfräume nicht seriös abgeklärt. Man hat einfach die Gebiete viel zu eng gemacht. Darum haben wir heute auch Probleme, dass es Orte mit gutem Wind gibt, die aus diesen Windenergieprüfräumen ausgeschlossen sind. Auf vielen Hügeln haben wir eben oft Wald. Wir können dort aber etwas unternehmen, und da bin ich froh, dass man dem Vorstoss hier im Grossen Rat, so wie er jetzt vorliegt, zustimmen kann.

La présidente. Des Verts, M. Amstutz. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Je vous donne trente secondes pour vous annoncer, après je clos la liste. Monsieur, c'est à vous.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je suis le dernier intervenant, j'espère que je pourrai capter votre attention, je ne serai pas très long. Mais en tant que pratiquement seul représentant d'une région où nous avons beaucoup d'éoliennes, j'avais envie de vous dire quelques mots. Je ne vous apprend rien si je vous dis que les éoliennes font partie d'un mix énergétique. Au même titre que la lutte contre le gaspillage, le photovoltaïque, la biomasse, et bien sûr, l'éolien. Il y a seize ans maintenant que les éoliennes tournent sur le Mont Soleil et sur le Mont Crosin, et je crois ne pas exagérer si je dis que ces machines, dans ces deux régions-là, ont été bien acceptées. Récemment, le 8 mars, une votation importante a eu lieu au sujet d'éoliennes qui seraient implantées sur la montagne de Tramelan: on avait là un pourcentage d'acceptants de soixante. Les opposants, il y en a eu et la lutte a été assez dure au niveau de la montagne de Tramelan, ont différents arguments: ils parlent très souvent de distances, ils parlent de paysages et de forêts. Je dirais, comme quelques-uns de mes préopinants, que les bases légales, elles existent: au niveau de notre région, le plan directeur du parc éolien règle bien des choses, règle des distances, etc. Personnellement je soutiens justement cette motion, il est évident qu'il faut placer les éoliennes là où elles sont efficaces. Mais pour savoir si elles sont efficaces, il faut accepter de pouvoir mesurer le vent. Cela paraît tout simple, il faut donc aussi simplifier la prise de relevés. Ainsi, point 1 de la motion, pour moi c'est évident, je l'accepte totalement comme il est. Il y a une critique que l'on entend assez souvent chez nous, c'est que, oui, on installe des éoliennes sur les crêtes jurassiennes, mais que se passe-t-il dans les Préalpes et dans les Alpes? Cela serait aussi un signe, en ouvrant ces espaces aux éoliennes, pour dire qu'il n'y a pas que les crêtes du Jura sur lesquelles on va mettre des éoliennes, mais aussi là-bas. Le point 2 me paraît tout aussi évident, il faut intégralement mettre en œuvre, même si l'on n'a pas encore la position du Conseil fédéral, la proposition du conseiller d'Etat Cramer. Donc, je vous invite aussi à accepter le point 1 et le point 3 en tant que motion.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. In der Raumplanung ist uns ein Spagat zwischen Schutz und Nutzen eigentlich vertraut. Zu Punkt 1: Aufgrund der angenommenen Motion Krähenbühl (M 149-2014) wird der Regierungsrat den kantonalen Richtplan bezüglich der Festlegung von Windenergie überprüfen und anpassen. Gleichzeitig kann man dann auch prüfen, ob die Windenergieprüfräume aus kantonomer Sicht noch angezeigt sind. Darum ist der Regierungsrat bereit, diesen Teil des Vorstosses als Postulat entgegenzunehmen.

Punkt 2 lehnt der Regierungsrat ab, denn die Regionen sind in der Planung wichtig. Im Kanton Bern sehen wir ja eine Strategie der Konzentration vor: Bildlich gesprochen, sollen nicht Spargelfelder den ganzen Kanton überziehen. Zudem machen ja die Regionen eine Art Vorauswahl. Sie trennen die Spreu vom Weizen. Die Gemeinden und Investoren können sich dann dort konzentrieren, wo ein Windpark gute Realisierungschancen hat. Diese Abstimmung der Entwicklung der Windenergie über die Gemeindegrenzen hinaus trägt dazu bei, die Nutzungsplanung für die Gemeinden vorzubereiten und die Planungssicherheit zu erhöhen.

Zu Punkt 3: Der Regierungsrat stimmt der Forderung zu, dass der Entscheid des Bundesrats bezüglich des Berichts zum Postulat von Ständerat Robert Cramer auch im Kanton Bern umgesetzt wird. Der Bericht des Bundesrats vom 10. 10. 2012, in Erfüllung des Postulats Cramer, hält fest, dass Windenergieanlagen auch auf geeigneten Standorten im Wald und auf Wytweiden realisiert werden können. Wir achten auch dort darauf, dass der Aspekt Wald in den regionalen Planungen stufen- und sachgerecht berücksichtigt wird. (*La présidente agite sa cloche.*) Hierbei gibt es keine Differenz, weder zur aktuellen Waldgesetzgebung noch zur konkreten Praxis des Kantons. Daher beantragt Ihnen der Regierungsrat, diesen Teil der Motion abzulehnen.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Ich fasse mich kurz, denn ich sollte um sieben Uhr in Schwarzenburg die Tiefbaukommission eröffnen. Das wird wohl etwas knapp. Ich werde in beiden Punkten an der Motion festhalten. Vielleicht noch eine Information für diejenigen, die bei Punkt 3 Bedenken haben. Es wird keinen Wildwuchs geben, denn vieles ist ja gesetzlich geregelt, und darum hoffe ich, dass die Punkte 1 und 3 als Motion unterstützt werden.

La présidente. Nous votons donc. Comme vous l'avez entendu, le point 2 a été retiré et nous votons sur les points 1 et 3 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 130

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 à l'unanimité. Nous passons au vote sur le point 3 en tant que motion. Ceux qui acceptent ce point 3 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 112

Non 9

Abstentions 9

La présidente. Vous avez accepté ce point 3. J'aimerais encore à vous informer sur la suite des débats demain matin. On aura d'abord le directeur de la justice pour les deux interventions qui nous restent pour cette Direction, puis le directeur de l'économie publique et la directrice des finances. Je vous souhaite une bonne soirée, rentrez bien, à demain matin, la séance est levée.

La séance est levée à 18 heures 53.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)